

Le Guatemala en bref

Campagne 2017



La République du GUATEMALA

Le Guatemala, pays d'Amérique centrale, est limitrophe du Mexique au nord-ouest, du Belize à l'est, du Honduras et du Salvador au sud. Il est limité à l'ouest par l'océan Pacifique, à l'est par la mer des Caraïbes.

TOPOGRAPHIE : Superficie : 108 890 km². Les paysages sont très variés. Le long de l'océan Pacifique s'étend une plaine chaude et humide de 40 à 80 km de largeur. Une ligne de volcans, parallèle à la côte, fait la transition entre la plaine et les régions situées en altitude, les « terres froides ».



POPULATION : 16,3 millions d'habitants dont près de la moitié sont indiens. L'autre moitié se compose de métis et de blancs. Les indiens sont des Mayas, divisés en 23 ethnies (Quiché, Mam, Cakchiquel, Kekchi...) auxquelles correspondent 23 langues.

La langue officielle est l'espagnol. La moitié de la population vit en zones urbaines, l'autre en régions rurales. Le taux d'accroissement naturel de la population est compris entre 2 et 3%. Les principales villes du pays sont : Ciudad Guatemala (capitale de 2 000 000 d'habitants), Quetzaltenango, Huehuetenango, Escuintla.



Tout au nord (Petén), l'altitude baisse et la forêt s'étend jusqu'aux frontières du Belize et du Mexique. Le climat présente la même variété que les paysages, très chaud dans la plaine pacifique, froid en haute montagne.

POLITIQUE : Officiellement, le Guatemala est une démocratie parlementaire. La violence politique y est cependant omniprésente. Il y a une forte influence des militaires sur le régime politique.

La signature de l'accord de paix entre le gouvernement et l'UNRG en 1996 a mis un terme à une guerre civile de 36 ans. En 1998, le Congrès de la République a approuvé les réformes constitutionnelles concernant la justice, les forces de sécurité, le respect à l'identité et les droits indigènes, la séparation des pouvoirs et l'équité sociale. En 1999, la commission d'éclaircissement historique divulguait son rapport sur la guerre civile : l'État est reconnu responsable de 90% de 200 000 morts provoquées par la guerre et il est accusé d'une volonté d'extermination des communautés indigènes.



L'actuel président est Jimmy Morales, un comédien sans passé politique incarnant le rejet du système, élu à la suite de la contestation populaire du « printemps » guatémaltèque de 2015 qui avait amené à la destitution

des plus hauts personnages de l'État, entachés par la corruption.

Il est soutenu par d'anciens militaires et n'aura pas les moyens de mener une politique nouvelle au service de toute la population. L'oligarchie règne et les mouvements populaires et indigènes sont encore trop divisés.

INDICATEURS SOCIAUX : Analphabétisme : 40% (80% dans la population indienne) ; espérance de vie : 71,8 ans ; pauvreté : 59,2% et extrême pauvreté : 23,4% (principalement femmes et paysans mayas) ; malnutrition : >50%.



ECONOMIE : Le produit intérieur brut est de 3929 US\$ par habitant. Les multinationales, qui s'accaparent les terres en chassant les paysans mayas, sont actives dans de nombreux secteurs : extraction de métaux, pétrole, textile...

L'économie reste à dominante agro-exportatrice – l'agriculture représentant 25% du PIB – même si au cours des dernières années, on a pu observer que les capitaux étrangers (nord-américains principalement) se déplacent en effet du secteur agricole vers les activités minières, l'exportation du pétrole et le tourisme.



Les principaux produits d'exportation restent donc le café, le coton, le sucre et la banane. Productions vivrières : maïs, haricots, pommes de terre. Industries en développement à destination du marché des USA, principal partenaire commercial, et de l'Amérique centrale : sucre, ciment, bière, cigarettes. Produits miniers : platine, nickel, etc.



© Entraide et Fraternité

La répartition des principaux secteurs d'activités dans le PIB est la suivante : agriculture : 11,5 % ; industrie/mines : 29 % ; services : 59,5 %. Le tourisme est quant à lui en constante progression, le pays combinant l'intérêt des villes coloniales (Antigua Guatemala) ou métissées (Chichicastenango), avec des paysages splendides et des sites archéologiques mayas (Tikal, Zaculeu).

RÉPARTITION DE LA RICHESSE : 5% de la population gagne environ 60% des revenus. Le Guatemala compte l'écart – croissant – le plus important entre minorité riche et majorité pauvre. Les richesses sont en effet concentrées entre les mains d'une minorité qui détient 56% du PIB : l'oligarchie et les grosses entreprises nationales et transnationales.

En 2015, le salaire minimum équivaut à 250€/mois alors que le « panier de la ménagère » pour une famille de 5 s'élève à près de 500€/mois.



© Entraide et Fraternité

LE GUATEMALA HIER

ET AUJOURD'HUI : La dictature au Guatemala est devenue une habitude. Pourtant, en 1945 déjà, un mouvement démocratique porte au pouvoir le président Arevalo, suivi en 1951 par le colonel Arbenz.



Président Arevalo — ©Wikipedia



Jacobo Arbenz Guzman — ©Wikipedia

Cette période se caractérise par une série de réformes (redistribution des terres, création d'assurances sociales) peu appréciées par la minorité riche qui dirige habituellement le pays.

Arbenz est renversé en 1954 par un coup d'État mené avec l'appui incontestable des États-Unis et de la compagnie fruitière United Fruit. Les réformes sont annulées : « l'ordre des choses est rétabli ».

Les généraux se succèdent alors à la présidence au rythme d'élections dirigées et de coups d'État, les militaires cooptant chaque fois celui d'entre eux qui assurera le pouvoir.



Depuis 1960, des mouvements insurrectionnels armés (ils sont quatre aujourd'hui rassemblés au sein de l'URNG) harcèlent le régime, un régime souvent meurtrier, toujours tyrannique.

En 1978, l'armée mitraille plus d'une centaine de paysans indiens qui manifestaient pour réclamer leurs terres. Le mouvement populaire (syndicats, étudiants, indiens, etc.) se renforce. Les années 1979 et 1980 sont marquées par de nombreux assassinats politiques. En janvier '80, l'ambassade d'Espagne est incendiée alors que quarante paysans l'occupent pour manifester.

Dans les années qui suivent, plusieurs centaines de milliers de Guatémaltèques sont poussés à l'exil.

En 1982, c'est au tour du général Rios Montt de s'attaquer aux organisations populaires : près de 9000 morts en 6 mois ! Ses techniques de contrôle de la population sont connues : regroupement de la population dans des « villages de concentration » ; création de « patrouilles d'autodéfense civiles » dans lesquelles la population est contrainte de se surveiller elle-même ; pratique de la terre brûlée pour isoler la guérilla : institutionnalisation du contrôle militaire au niveau local, régional et national ; système « fusiles y frijoles » (« des fusils et des haricots ») par lequel l'armée fournit la nourriture à la population tout en maintenant la répression.

Les États-Unis, estimant que les choses vont trop loin, favorisent alors le renversement de Rios Montt et l'arrivée au pouvoir de Lucas Garcia. Sans diminuer la répression, celui-ci met sur pied un programme de retour à la constitutionnalité, qui se traduit par la réunion d'une assemblée constituante, puis en décembre 1985, par l'élection d'un président civil. Le premier à occuper ce poste est le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo suivi, en janvier 1991, par le libéral-conservateur Jorge Serrano Elias. Celui-ci sera renversé en juin 1993, suite à un coup de force que lui-même aurait tenté d'organiser pour s'arroger plus de pouvoir.

L'ex-procureur Ramiro de León Carpio, l'a remplacé jusqu'au dernier scrutin de janvier 1996.

En 1996, le gouvernement et la guérilla signent les Accords de Paix en mettant fin à plus de 30 ans de guerre civile.



Deux interprétations s'opposent sur la signification du retour des civils à la tête de l'État. Pour les uns, il s'agit d'une transition (lente, certes) vers la démocratie et l'abandon par l'armée de son intervention dans la vie politique. Pour d'autres, le changement n'est qu'apparent : l'armée (et l'oligarchie) reste le vrai maître du pays, les civils ne servant que d'alibi.

Quoi qu'il en soit, la démocratie n'est toujours pas garantie et les luttes d'influence au sein des hautes sphères du pouvoir militaire déterminent encore la marge de manœuvre laissée au pouvoir civil. Les assassinats et les disparitions de défenseurs des droits humains continuent. Plusieurs centaines de personnes ont été assassinées ces dernières années.

Aujourd'hui, quelques espaces de liberté existent toutefois et nombreux sont ceux qui, dans le monde populaire, se risquent à les occuper pour les amplifier. C'est bien sûr le cas des nombreux mouvements populaires et du mouvement de défense de droits humains. C'est aussi le cas de multiples associations comme CDRO, COINDI, SERJUS (partenaires d'E&F). La société civile est chaque jour plus riche et plus forte. Elle renforce le pouvoir local et le droit de participer dans la vie sociale, culturelle et politique du pays.



Suivez-nous sur



ENTRAIDE & FRATERNITE

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Entraide et Fraternité
32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be
Editeur responsable : A. Simonazzi
rue du Gouvernement Provisoire 32 – 1000 Bruxelles

Avec le soutien de **LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT** 